

*Questions orales***QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

**L'ÉNERGIE****LES PRÉVISIONS DE 1978 CONCERNANT LE DÉVELOPPEMENT ET L'EMPLOI**

**L'hon. Bill Jarvis (Perth):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Il se souvient sûrement qu'en 1978, son collègue d'alors, le ministre de l'Énergie, Alistair Gillespie, a fourni des documents préparatoires à la conférence fédérale-provinciale des premiers ministres. Ces documents faisaient état de 16 projets différents représentant 99,750 années-personnes en emplois directs et 323,250 années-personnes en emplois indirects. L'avenir économique du pays était lié à cet avenir énergétique. Quatre ans plus tard, 11 de ces 16 projets ont été annulés ou retardés et on attend toujours la création des 99,750 emplois promis . . .

**Mme le Président:** A l'ordre! Ce n'est pas parce que c'est la première question que le député doit prolonger indéfiniment son préambule. Je puis permettre une certaine entrée en matière, mais il y a des limites.

**M. Jarvis:** Comment le ministre des Finances peut-il justifier la perte de 71 p. 100 des emplois directs promis et de 80 p. 100 des emplois indirects? N'oublions pas que ce dernier pourcentage représente plus de 250,000 emplois. Qu'est-ce que le gouvernement entend faire pour répondre aux attentes qu'il a créées publiquement et délibérément, pour remplacer ces emplois perdus et pour donner de l'espoir aux 1.5 million de chômeurs canadiens?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, le député se rappelle sûrement qu'au moment de la présentation du budget, nous avons publié un document intitulé «Le développement économique du Canada dans les années 80» dans lequel nous avons essayé de préciser les diverses possibilités qui s'offrent au Canada en matière économique. Dans ce document, nous indiquons que le secteur privé est le principal moteur de la croissance économique et que les décisions prises par les entreprises indépendantes en fonction de leur évaluation du marché orienteraient les choix. Ces principes, on en voit l'application dans l'abandon momentané, la remise à plus tard du projet Alsands. Je pense que le député comprendra que, dans les circonstances, les décisions prises dans le secteur privé ont, c'est évident, une incidence sur la réalisation de ces importants projets.

\* \* \*

**LES FINANCES****LE BUDGET—ON EN DEMANDE LE RETRAIT**

**L'hon. Bill Jarvis (Perth):** Madame le Président, à mon avis, le ministre a déposé deux budgets. Le premier, en octobre

1980, consistait essentiellement en une déclaration sur l'énergie d'après les prévisions de 1978 qui se sont révélées fausses dans une proportion de 70 à 80 p. 100; le deuxième, déposé en novembre dernier, reposait de nouveau sur des hypothèses qui ont toutes été contredites. Dans l'intérêt du Canada et notamment des travailleurs en chômage, le ministre veut-il accepter de retirer son budget de novembre pour le remplacer, d'ici à la fin de mai, par un autre qui tienne compte de la réalité canadienne?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, pour être bref, je ne répondrai qu'à la question, et ma réponse est non.

● (1420)

**ON DEMANDE LA DÉMISSION DU MINISTRE**

**L'hon. Bill Jarvis (Perth):** Madame le Président, je voudrais poser une dernière question supplémentaire au ministre et lui demander s'il envisage d'épargner aux Canadiens les vives émotions qu'il leur cause constamment en leur donnant de fausses joies par ses promesses de relance économique grâce au projet Alsands et à celui de Cold Lake, et au projet de pipeline de l'Alaska—la liste n'en finit plus—alors que leurs espoirs sont anéantis les uns après les autres à la suite des délais, des annulations et des licenciements annoncés jour après jour? Après avoir présenté deux budgets catastrophiques dont les conjectures et les prévisions s'avèrent maintenant complètement erronées, qu'est-ce que le ministre attend pour présenter sa démission dans l'intérêt du pays?

**Des voix:** Démission! Démission!**Mme le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre!**Des voix:** Démission! Démission!

**Mme le Président:** A l'ordre. Les députés pourraient-ils laisser le ministre répondre à la question?

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, je ne puis m'empêcher de constater que les démissions sont la marotte des membres du parti conservateur.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. MacEachen:** Lorsqu'ils ne parlent pas de démission dans leurs propres rangs, il leur arrive de s'en prendre à un ministre de ce côté-ci.

**Des voix:** Bravo!

**M. MacEachen:** Le député a parlé de vives émotions qui auraient été suscitées ou créées par le gouvernement du Canada. Il me semble que le député devrait savoir que le projet en question a été conçu par un grand nombre d'entreprises privées. Ces compagnies se sont regroupées en croyant . . .

**M. Clark:** Qu'il y avait un gouvernement sur lequel elles pouvaient compter.